



La cyber puissance, la dissuasion, les opérations de consolidation de la paix de l'Union européenne, les cours et les tribunaux internationaux, le changement climatique et la prévention des conflits

Les militaires professionnels sont confrontés à un défi colossal. C'est ce que soutient le Colonel Richard J. Bailey Jr. dans son article intitulé « *Ouvrir les yeux : la pédagogie de la cyber puissance et le plaidoyer en faveur d'une pensée stratégique* ». Ils sont contraints d'intégrer le cyberspace et la cyber puissance dans une série d'applications militaires déjà complexes. Les premières expériences acquises avec la technologie révèlent toutefois que nous n'avons pas fini d'en comprendre toutes les subtilités. Les étudiants en cyber stratégie se doivent donc de reconnaître et de respecter les défis inhérents à ce problème. Mener une réflexion stratégique sur la cyber puissance n'est pas chose aisée. Cet article affirme que la stratégie dépend au final de la compréhension de notre propre environnement et de notre capacité d'adaptation à l'incertitude ; il nous reste, par conséquent, beaucoup à faire dans le domaine du cyberspace. Les préjugés et représentations, souvent d'origine étymologique, entravent souvent notre compréhension de l'environnement cybernétique. De plus, la confusion contextuelle entraîne généralement une polarisation des premières publications et une tendance à l'utilisation d'analogies anachroniques visant à faciliter la compréhension ; toutes deux représentent un problème pour la pensée stratégique. Dans le cyberspace, l'incertitude est le produit de la nature dialectique de la stratégie et des limites de l'information utile, à la fois organique et synthétique, inhérentes au cyberspace et à notre utilisation de la cyber puissance. C'est pourquoi l'adaptation est essentielle pour le cyber stratège. S'ils veulent tirer le plus grand bénéfice de leur formation à la stratégie, les étudiants en cyber stratégie doivent tenter de surmonter ces difficultés ou, tout au moins, les considérer.

Dans « *Incertitude et dissuasion* », le professeur Yakov Ben-Haim part du principe qu'une incertitude aux facettes multiples sous-tend toute décision de s'engager dans une guerre ou de s'abstenir de le faire. L'incertitude dissuade, mais la dissuasion est incertaine. Ce qui peut apparaître comme la meilleure solution peut s'avérer plus aléatoire qu'une autre option et pousser le déci-

deur à opter pour la solution supposée la moins bonne. L'auteur expose un cadre analytique pour l'étude de ce renversement de préférence. Cette analyse repose sur deux concepts : le dilemme de l'innovation et la suffisance/satisfaction robuste (satisfaction d'une exigence de résultat critique ou essentielle). Les décideurs sont confrontés à un dilemme de l'innovation quand ils sont amenés à choisir entre une solution nouvelle, innovante et mal comprise et une solution standard mieux assimilée. Ils veulent atteindre le meilleur résultat possible mais tous les résultats sont extrêmement incertains. L'approche de la suffisance/satisfaction robuste, opte pour la solution qui répond aux exigences critiques en dépit de toute erreur ou surprise substantielles. Le professeur Ben-Haim examine un exemple historique, la guerre des Six Jours, appliquant son analyse à une question théorique : l'incertitude augmente-t-elle la propension à la guerre ?

Dans son article intitulé « *Établir et Améliorer – C'est tout ? La consolidation de la paix de l'Union Européenne et l'initiative 'Établir et Améliorer'* », le professeur Witold Mucha soutient qu'à l'été 2014, la décision de l'Allemagne de fournir des armes aux Peshmergas kurdes combattant contre le groupe État islamique en Iraq et en Syrie (ISIS) a révélé l'importance de l'initiative « *Enable and Enhance* » (E2I) débattue par les États membres de l'Union européenne. Aux côtés de Berlin, les décideurs politiques de Londres et Paris, entre autres, se sont ralliés à la logique d'une prise de responsabilité dans les affaires étrangères sans implication directe dans les conflits armés. Cependant, comme l'ont montré certaines initiatives récentes, l'approche E2I a ses limites. S'appuyant sur les opérations de consolidation de la paix de l'UE au Soudan du Sud et au Mali, l'article analyse les défis que rencontre toute « initiative de remise en forme ». Cette analyse aboutit à une double conclusion : 1) les récentes missions de consolidation de la paix de l'UE se sont soldées par un échec en termes de conception, périmètre et effets imprévus, de même que 2) les universitaires n'ont pas réussi à recommander des politiques réalisables.

Les cours et tribunaux internationaux ont connu une forte expansion au cours des vingt dernières années, mais aucune institution de ce type n'est dédiée à la gouvernance internationale de l'environnement. Dans son article intitulé « *Le rôle des cours et tribunaux internationaux dans la gouvernance mondiale de l'environnement* », le professeur Steinar Andresen observe que de nombreuses cours internationales sont compétentes dans ce domaine, mais qu'elles n'ont eu qu'une très faible influence sur l'efficacité de la gouvernance environnementale mondiale. Face à l'inefficacité présumée de ce système, les organisations non-gouvernementales défendent la création d'un tribunal international pour l'environnement (IEL). Aucun état n'appuie cette idée car tous préfèrent le système existant. Cet article soutient qu'un nouvel IEL ne changerait sans doute rien à l'efficacité du système de gouvernance actuel et qu'il est fort peu probable qu'une telle institution ne voit le jour à court terme.

L'article de la professeure Shirley Scott et de Shahedul Khan, « *Les implications du changement climatique sur les armées, les missions de maintien de la paix et la prévention des conflits* », examine cinq effets du changement climatique sur l'armée : 1) les installations et équipements seront affectés en fonction des conséquences du changement climatique, et notamment par l'élévation du niveau de la mer, 2) l'armée devra veiller à réduire sa propre empreinte environnementale, 3) les stratégies militaires devront prendre en compte les conséquences du changement climatique dans leur planification, 4) l'armée sera sans doute davantage impliquée dans les interventions

post-catastrophes, et 5) elle contribuera aux efforts renforcés de prévention des conflits. Cet article étudie par ailleurs la possibilité pour les opérations de maintien de la paix de favoriser l'adaptation au changement climatique comme une dimension de la prévention des conflits.

Rémy M. Mauduit, Éditeur
Air and Space Power Journal–Afrique et Francophonie
Maxwell AFB, Alabama

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp